

Unité et diversité de l'Espagne : les nationalismes « périphériques » au cœur de la problématique nationale

Denis RODRIGUES

Résumé

Les nationalismes espagnols dits « périphériques » émergent dans le dernier quart du XIX^e siècle à la faveur du nouveau régime mis en place après la restauration monarchique de 1875. Ils sont à la fois une réaction à la confiscation de la vie politique par l'État espagnol et une marque d'opposition et de crainte face à l'évolution du contexte économique d'alors. Produits de courants, de fusions et de scissions, ils développent dans chacune des trois régions « historiques » une double tendance, modérée et radicale, évoluant au gré de l'évolution du contexte national. Ils sont d'autre part caractérisés par une orientation dominante, pragmatique en Catalogne, ethnique au Pays basque, et culturelle en Galice. Quelle que soit cette orientation, ils contribuent, en la fragilisant, à confirmer la diversité régionale de l'Espagne.

Mots-clés: Nationalisme, Espagne, XIX^e siècle, XX^e siècle, Catalogne, Galice, Pays basque.

Abstract

The Catalan, Basque and Galician nationalisms, also known as « peripheral » nationalisms appear in the last twenty-five years of the 19th century, just after the Restoration of the monarchy in 1875. They are both a reaction to the confiscation of political life by the Spanish State and the sign of their opposition to and fear of developments on the economic scene. Produced by trends, mergers and divisions, they developed in the three « historical » regions, a double tendency, moderate and radical, in line with the national situation. On the other hand, they are each characterized by a predominant bias, pragmatic in Catalonia, ethnic in the Basque Country, and cultural in Galicia. They contribute to confirm – though weakening it – Spanish regional diversity.

Keywords: Nationalism, Spain, 19th century, 20th century, Catalonia, Galicia, Basque country.

Cet article se propose de présenter dans ses grandes lignes l'évolution du phénomène des nationalismes dits « périphériques » apparus en Espagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il envisage de démontrer la spécificité des nationalismes catalan, basque et galicien, le rapport qu'ils ont pu entretenir avec l'État espagnol et leur évolution idéologique au cours d'un XX^e siècle marqué par deux dictatures, une guerre civile et l'instauration depuis près de trente ans d'une monarchie constitutionnelle qui laisse une large place à l'autonomie des régions. Avant tout, il importe de signaler qu'en Espagne le phénomène a acquis une complexité particulière qui impose à quiconque prétend s'y intéresser de prendre une précaution sémantique consistant à ne pas fondre en

une seule appellation – le nationalisme – l’expression des revendications venues des régions périphériques de l’Espagne et ses modalités. En effet, bien que les revendications soient souvent ressemblantes (autonomie, indépendance, officialité de la langue, reconnaissance d’une identité culturelle distincte), et basées sur une remise en cause de la légitimité de l’État central ou de sa compétence, les mouvements régionalistes puis nationalistes n’adopteront que rarement des revendications communes pas plus qu’ils ne les exprimeront de façon identique. Il existe bien « des nationalismes » – une question catalane, une question basque et une question galicienne – dont la nature et l’évolution sont déterminées par l’histoire des régions où ils se sont ancrés et leur relation avec l’État espagnol. Et c’est sous l’angle de cette pluralité – caractéristique première du phénomène – que la question est abordée dans les lignes qui suivent.

La question catalane: un nationalisme pragmatique

Il est d’usage de faire remonter l’émergence du catalanisme à l’organisation des premiers *Jocs florals*¹ de 1859 et au mouvement de Renaissance culturelle, la *Renaixença*, dont ils sont issus. Mais il est abusif de considérer que ces manifestations culturelles furent à l’origine du nationalisme catalan. Cela supposerait l’existence dès le milieu du XIX^e siècle d’une conscience nationale catalane qui en réalité n’émerge que quelques décennies plus tard à la faveur de l’évolution du contexte politique espagnol.

En Catalogne, le phénomène nationaliste ne s’affirme véritablement qu’une vingtaine d’années après la restauration monarchique de 1875 et la mise en place du système du *turno*² par son principal artisan, Antonio Cánovas del Castillo. Ses causes sont à la fois politiques, économiques et culturelles. La confiscation de la vie politique nationale par l’État central et la marginalisation *de facto* qu’elle impose aux partis issus des régions va favoriser la coopération des deux principaux courants du catalanisme naissant, l’un, dirigé par Vicent Almirall, de tendance républicaine et fédéraliste, l’autre, issu du *Centro Català*, dirigé par Joan Mañé i Flaqué, prônant un régionalisme monarchique, conservateur et catholique. De ce mariage de l’eau et du feu naîtra le premier document exprimant une revendication catalane spécifique, le « *memorial de greuges* »³, que ces deux leaders adresseront au roi Alphonse XII en 1885. Les signataires de ce document pointent du doigt l’instabilité politique de l’Espagne, la tentative toujours plus grande de centralisation inspirée par le modèle français

1. Les *Jocs Florals* étaient des concours de poésie qui permettaient aux poètes de s’affronter en langue catalane.

2. Les deux seuls partis autorisés à former des gouvernements, Parti libéral et Parti conservateur, vont alterner pacifiquement au pouvoir, à l’exclusion de tout autre, régionaliste ou républicain, jusqu’à la suppression du système après la mise en place de la dictature du général Primo de Rivera en 1923.

3. Ce document – en espagnol, *memorial de agravios* – rassemble les « griefs » que ses signataires font parvenir au roi afin qu’il y remédie.

et les orientations économiques imposées par Madrid, favorables au libre-échange et menaçant à terme l'existence des *derechos protectores*⁴. Ils indiquent que les régions – au premier rang desquelles la Catalogne – peuvent mettre leur dynamisme au service de la nation espagnole et contribuer ainsi à sa consolidation. Mais cela implique quelques concessions : une réforme de l'organisation territoriale de l'État, la restitution de l'ancien système administratif⁵ et la déclaration du caractère officiel de la langue catalane. Malgré les nombreux aspects paradoxaux qui le caractérisent, le *memorial* peut être considéré comme l'acte fondateur d'un catalanisme de droite, conservateur, à la fois stimulé par le dynamisme réel de la région mais réclamant au pouvoir central d'assumer un rôle protecteur, un catalanisme dont les défenseurs reconnaissent leur statut de sujets de la monarchie espagnole mais ne veulent pas être identifiés à la Castille.

La seconde tentative est la synthèse d'un ensemble de débats parus dans *La España Regional*, une revue mensuelle publiée entre 1886 et 1893. Considérée comme une plateforme de dialogues, elle accueille les textes de ses fondateurs⁶ et ceux des principaux leaders des autres mouvements régionalistes⁷. Cette revue ne fit que prolonger, en les accentuant, les orientations conservatrices et régionalistes du *Memorial*. Son discours est radical et tourne autour de deux thèmes essentiels : l'affirmation du régionalisme comme réalité de l'Espagne et d'un catalanisme régionaliste et catholique. Elle se fixe également un objectif précis : créer un État monarchique, respectueux de la tradition *foral*⁸ catalane, rejetant le parlementarisme, le système des partis et le suffrage universel. *La España Regional* adopta une posture d'Ancien Régime et fit la promotion d'un catalanisme monarchique, catholique, et ultraconservateur. Mais quels qu'aient pu être les options ou les projets exposés dans le *Memorial* ou *La España Regional*, ni l'un ni l'autre ne purent structurer un catalanisme nationaliste.

Pour cette raison, les groupuscules, les tendances et les courants se multiplient sous l'effet de mésententes idéologiques. Ces mésententes aboutissent le plus souvent à des scissions et c'est précisément l'une de ces scissions qui va permettre l'émergence d'un courant dominant qui aura pour aboutissement, en 1887, la création de la *Lliga de Catalunya*. En 1891, l'association de ce nouveau mouvement catalaniste et du *Centre Escolar Catalanista* contribuera à la création de l'*Unió Catalanista* qui

4. Il s'agit de la protection que la couronne de Castille s'engageait à assurer en échange de la fidélité de la région.

5. Système antérieur aux décrets de *Nueva Planta*. Promulgués le 16 janvier 1716 à l'issue de la Guerre de Succession, ces décrets visaient à abolir les *fueros* (voir note 8) et institutions gouvernementales de la Couronne d'Aragon, à laquelle est rattachée la Catalogne. Ils sont considérés comme la manifestation officielle de la volonté centralisatrice de la Castille.

6. Francisco Romani i Puigdëndolas et Josep Pella i Forgas

7. Fidel de Sagarmínaga (Pays Basque), Arturo Campión (Navarre), Manuel Murguía (Galice).

8. Les *fueros* étaient initialement une loi ou un code en vigueur dans une commune au Moyen-Âge. De façon plus générale, ils désignent l'ensemble des droits, exemptions, privilèges et libertés accordés à une ville, une province, une région ou une personne, par un monarque.

fera connaître ses positions ouvertement nationalistes le 27 mars 1892 par la publication des *Bases de Manresa*, au terme de sa première assemblée organisée dans cette petite ville industrielle de la Catalogne intérieure. Ce document peut être lu comme le premier projet de constitution catalane. Traditionaliste, ce catalanisme prévoit la récupération de l'ancienne législation, la constitution d'un Parlement d'où seraient exclus les hommes sans responsabilités familiales et les femmes, et qui, au lieu de travailler de façon permanente, ne se réunirait qu'à une époque déterminée. Le maintien de l'ordre public serait, quant à lui, confié à une milice, le *Somatén*⁹. Corporatiste, il envisage de structurer son Parlement autour de groupes professionnels clairement identifiés. Exclusif et discriminatoire, il ne reconnaît pas le principe de la co-officialité de langue (seule la langue catalane deviendrait officielle) et les emplois publics seraient réservés aux seuls Catalans. Ce catalanisme radical, promu par l'aile droite de l'intelligentsia catalane, apparaît avant tout comme un mouvement ultra-conservateur et anticastillan qui semble sorti tout droit de la Catalogne médiévale.

Le critère économique, fil rouge du nationalisme catalan, réapparaît avec la fin de l'empire colonial en 1898. Cuba, les Philippines et Porto Rico cessent d'être pour l'économie catalane les débouchés confortables qu'ils étaient jusqu'alors. Le ministre des Finances, Raimundo Fernández Villaverde, aggrave la situation en voulant liquider la dette contractée à l'occasion de la guerre coloniale par une augmentation de la pression fiscale dans les secteurs réalisant les plus grands bénéfices. Or, il se trouve qu'à cette époque la Catalogne est la région espagnole la plus dynamique. Près de 150 corporations catalanes refusèrent de payer et provoquèrent durant trois mois le *tancament de caixes* (la fermeture des caisses). Ce blocage provoqua un changement radical dans les relations entre la Catalogne et l'État central car il favorisa une plus grande politisation des organisations patronales catalanes et leur rapprochement des mouvements catalanistes. C'est dans ce contexte qu'apparaît l'*Unió Regionalista*, favorable à l'autonomie politique et administrative. Sa convergence idéologique avec le *Centre Nacional Català* permit la fusion des deux organisations en un parti, la *Lliga Regionalista*, qui allait dominer la vie politique catalane jusqu'en 1923. La *Lliga*, dirigée par Enric Prat de la Riba puis par Francesc Cambó, défend un catalanisme monarchique, modéré et conservateur qui prône l'autonomie. L'émergence au même moment d'une contestation ouvrière qui considère que la *Lliga* est avant tout le parti des organisations patronales, et l'apparition d'un nationalisme espagnol radical, vont durablement déterminer le fonctionnement et les orientations de la *Lliga*. En 1905, les attaques perpétrées par des officiers

9. Le *Somatén* fut au Moyen-Âge une institution catalane constituée de civils armés devant assurer la protection de leur rue ou de leur quartier.

aux sièges des deux organes de presse – *La Veu de Catalunya* et le journal satirique *Cu-Cut*, qui ridiculisent l'armée après le désastre colonial – auront pour effet, dès l'année suivante, la promulgation de la *Ley de Jurisdicciones*¹⁰, instrument judiciaire au service du pouvoir central, qui aura à son tour pour conséquence la structuration du nationalisme catalan et l'apparition d'une nouvelle organisation : *Solidaritat catalana*, dont la cohésion favorisera la victoire électorale de 1907. *La Semaine Tragique* ou *Semaine Sanglante* de 1909 va à son tour rappeler le caractère paradoxal de ce nationalisme catalan naissant. Les troubles provoqués par le refus de la conscription des réservistes avant leur embarquement pour le Maroc et leur répression par l'armée conduiront la bourgeoisie catalane à rechercher la protection de l'État, manifestant par là un opportunisme politique évident qui ne fera qu'ajouter à la complexité du phénomène et permettra de comprendre la création, en 1910, de l'*Unió Federal Nacionalista Republicana*, par des membres de la *Lliga* ayant fait scission. Néanmoins, c'est bien grâce à son catalanisme monarchique, conservateur et modéré que la *Lliga* put devenir l'interlocutrice privilégiée du pouvoir central et diriger à partir de 1914, la *Mancomunidad* de Catalogne, la première structure régionale autonome.

La *Mancomunidad*, constituée des quatre provinces historiques, Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone, fut créée par décret le 6 avril 1914. La *Lliga* obtint ainsi, par la négociation, une autonomie qui satisfaisait autant les catalanistes qui l'avaient sollicitée que l'État central pour lequel elle ne représentait aucune menace sérieuse. Pourtant, si la création de la *Mancomunidad* répond aux revendications d'un catalanisme régionaliste, elle n'est qu'une mesure intermédiaire entre la dépendance à l'égard de l'État central et l'indépendance qu'appelle, logiquement, tout mouvement nationaliste. À cet égard, les propos de Prat de la Riba sont explicites : « La formule politique du nationalisme est l'aspiration d'un peuple à avoir sa propre politique, à avoir son propre État. » Dans ce cas, l'autonomie relative octroyée par Madrid sous la forme de cette *Mancomunidad*, ne pouvait être qu'inconfortable et incompatible avec la définition du nationalisme tel que le concevait Prat, premier président de cette structure autonome. Quelques années plus tard, en 1918, Francesc Cambó ne dira rien d'autre et envisagera clairement l'éventualité de la création d'un État catalan dans une Espagne devenue un État fédéral¹¹. Car pour Cambó, dès lors qu'il est admis que la Catalogne est une nation, pour des raisons historiques et culturelles, la question de la souveraineté de cette nation se pose et, à terme, celle de l'État dans lequel cette souveraineté pourrait se matérialiser. En d'autres termes, nation et souveraineté sont pour Cambó

10. Il s'agit d'une loi qui, entre autres, restreint la liberté d'expression et la liberté de la presse et qui prévoit que des tribunaux militaires pourront juger des atteintes à la monarchie, au drapeau ou à l'armée.

11. Il ira même plus loin en suggérant la création d'une *Iberia* qui, dans le même esprit, inclura le Portugal.

les prémisses d'un syllogisme dont la conclusion ne peut être que la création d'un État catalan indépendant.

Le coup d'État du 13 septembre 1923 par le général Miguel Primo de Rivera mettra un terme à cette utopie. Pourtant, dès le début, la *Lliga* soutient le nouveau régime, et le président de l'*Unió Catalanista*, Puig i Cadafalch, prononce un discours qui envisage avec bienveillance l'initiative de Primo. Cela n'empêche pas celui-ci d'interdire l'utilisation du drapeau catalan et de la langue catalane, et de se livrer, en Catalogne, à une répression sans nuance. Discréditée par son alliance objective avec le dictateur, et malgré une contestation sans conséquence de la part de Cambó, qui regrette la dissolution de la *Mancomunidad*, effective en 1925, la *Lliga* perd son influence au profit de la gauche catalane – notamment de *Estat Català*, dirigé par Francesc Macià, depuis sa fondation en 1922 – qui s'oppose avec vigueur à la dictature. C'est cette tendance républicaine et en particulier *Esquerra Republicana de Catalunya*, produit de la fusion de *Estat Català* et du *Partit Republicà Català* dirigé par Lluís Companys, qui, de façon naturelle, deviendra l'interlocutrice privilégiée du premier gouvernement de la II^e République fondée en Espagne après les élections d'avril 1931, laquelle prévoit l'autonomie des régions dans son projet de Constitution. Pour la Catalogne, le processus est rapide malgré les débats provoqués par la tentation de la part de Francesc Macià et de Lluís Companys de créer une Catalogne indépendante. Moins d'un an après la promulgation de la Constitution républicaine, et une fois réduites les ambitions séparatistes des deux principaux leaders du nationalisme catalan, un statut d'autonomie reçoit l'approbation du Parlement et entre en vigueur le 15 septembre 1932. Il crée un Parlement régional, la *Generalitat* de Catalogne, dirigé par Macià jusqu'à sa mort en 1933 puis par Companys. Il attribue à la région des compétences spécifiques qui n'entrent pas en concurrence avec celles de l'État central. Pourtant, rien n'est acquis. Lorsque la droite nationale gagne les élections de novembre 1933 et que le Président de la République appelle Alejandro Lerroux pour former le gouvernement, la II^e République opère un virage à droite et prend des mesures qui vont entrer en conflit avec les orientations adoptées par le gouvernement de la Catalogne, malgré une vive opposition de la *Lliga*, que ses accointances avec le régime déchu de Primo, n'ont toutefois pas gommée du paysage politique catalan. La pomme de discorde est une loi sur les contrats agricoles votée et promulguée par le Parlement catalan le 12 avril 1934. Cette loi donnait satisfaction à l'*Unió de Rabassaires*¹² dont les membres souhaitaient que les baux agricoles, renouvelables chaque année, deviennent des contrats de six ans avec la possibilité pour le paysan d'acheter la terre qu'il exploite au bout de dix-huit ans. Cela représentait un progrès évident et permettait aux paysans, à

12. L'*Unió de rabassaires i altres cultivadors del Camp de Catalunya* était un syndicat agricole défendant les droits des paysans, journaliers et petits propriétaires.

terme, de devenir des petits propriétaires. Les propriétaires terriens catalans de la *Lliga* présentèrent un recours auprès du Tribunal des Garanties Constitutionnelles, lequel déclara la loi inconstitutionnelle le 9 juin 1934. *Esquerra Republicana* radicalisa sa position et se retira du Parlement national. Le 12 juin, le Parlement catalan vota une seconde loi, identique à la première et engagea des négociations pour publier un nouveau texte modifiant les aspects litigieux de la première. Ricardo Samper (alors chef du Gouvernement) et Lluís Companys parvinrent à un accord mais la droite catalane et la droite nationale radicalisèrent encore plus leur position et à l'initiative de la Confédération espagnole des droites autonomes ou CEDA¹³ fut entreprise la marche des propriétaires catalans sur Madrid. En réaction, le 5 octobre, Companys proclama la République Catalane dans le cadre de la Fédération Espagnole, et comme il fallait s'y attendre, la réaction de l'État central fut immédiate : tous les membres du Conseil de la *Generalitat* furent arrêtés et incarcérés (y compris Companys), le statut de la Catalogne suspendu, et le gouvernement réaffirma la prédominance d'un nationalisme espagnoliste incompatible avec les nationalismes périphériques. Cette deuxième expérience de l'autonomie échoua au terme d'un conflit avec le gouvernement central qui sut tirer profit de sa convergence idéologique avec la droite catalane rassemblée dans la *Lliga*. Il faudra attendre la victoire du Front Populaire aux élections de février 1936 pour que le statut de la Catalogne soit rétabli, jusqu'à ce que la victoire d'un nationalisme espagnoliste et d'obédience fasciste en la personne du général Franco, après deux ans et huit mois d'une effroyable guerre civile, fasse disparaître toute la législation républicaine et avec elle, l'ensemble des textes qui avaient permis la création d'une Catalogne autonome. Le nouveau régime pourchassa jusqu'à l'étranger ceux qui avaient pu, de près ou de loin, y participer. Franco obtint de Pétain l'extradition de Lluís Companys, arrêté en France par la Gestapo. Le 15 octobre 1940, Lluís Companys mourut sous les balles d'un peloton d'exécution dans les fossés du château de Montjuïc, à Barcelone.

Même si l'on ne peut nier le réveil du nationalisme catalan au cours des deux dernières décennies du régime de Franco et le courage de ses défenseurs – parmi ceux-ci Jordi Pujol¹⁴, futur président de la *Generalitat* de Catalogne – qui contribuèrent par leurs initiatives à conduire la Catalogne et l'Espagne sur les voies de la démocratie, il faudra attendre la Constitution de 1978 et la large place qu'elle concède à l'autonomie des régions pour mettre un terme à près de quarante années d'un ostracisme sans

13. La Confederación Española de Derechas Autónomas, parti politique espagnol fondé le 28 février 1933 par José María Gil Robles et Angel Herrera Oria.

14. Ses démêlés avec le régime de Franco lui valurent trois ans d'emprisonnement. Fondateur en 1974 du parti politique Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) qui deviendra en 1979 la coalition centriste et autonomiste, CiU («Convergència i Unió»), il présidera aux destinées de la Catalogne autonome de 1984 à 1996.

nuance. Comme celle de 1931, la Constitution de 1978 prévoit l'autonomie des régions qui en feraient la demande et réserve un statut particulier aux régions dites « historiques », celles qui, précisément, avaient déjà obtenu un statut d'autonomie avant la dictature. Cette disposition accéléra la procédure et le 25 octobre 1979, le statut d'autonomie de la Catalogne fut approuvé par référendum. Depuis cette date, la Catalogne jouit d'une large autonomie dans tous les domaines prévus par la Constitution mais le débat est permanent entre la région autonome et l'État central autour de la question des compétences et de la contribution mutuelle au développement de l'une et de l'autre. Ajoutons pour conclure que si la question de la forme de l'État n'est plus à l'ordre du jour, on retrouve toujours dans le catalanisme de ce début du XXI^e siècle les courants historiques des premières décennies, monarchique et républicain, la dimension économique de la problématique qui permet aux responsables politiques catalans d'accorder leur soutien à certains gouvernements de la gauche ou de la droite nationale en mal de majorité, et cette tentation récurrente de franchir la ligne ténue qui sépare l'autonomie de l'indépendance par une pratique subtile de l'exclusion, manifeste dans le domaine linguistique, notamment.

La question basque: un nationalisme ethnique

Le nationalisme basque est, dès le début, une réponse passéiste aux changements survenus au Pays basque durant la phase de modernisation de la région à la faveur de la révolution industrielle. Néanmoins, comme en Catalogne, on observe deux phases complémentaires, l'une, régionaliste, qui ne remet pas en cause l'ancienne union avec la Castille et qui n'aspire qu'à récupérer les *fueros* supprimés après la promulgation de la Constitution de 1876, l'autre, nationaliste, intégriste, raciste et violente à l'origine, mais qui se scindera en deux courants tout au long du XX^e siècle et jusqu'à la période actuelle.

Dès la suppression des *fueros*, est apparue en 1877, à Pampelune, l'association *Euskara* de Navarre dirigée par Arturo Campión. Elle aspire à défendre la langue, à récupérer les *fueros* et à obtenir l'union de la Navarre et du Pays basque. Sa devise « Dieu et les *fueros* » exprime clairement une option religieuse et traditionaliste. À court terme, l'action de cette association aura pour effet de faire émerger une renaissance culturelle semblable à la *Renaixença* catalane, ainsi qu'une conscience collective d'appartenance à une entité régionale dotée d'une spécificité unique : la langue, que Campión place avant la religion et la race, car c'est l'élément qui lui semble le plus menacé alors qu'il y voit le lien irréductible entre les hommes et la marque d'une identité. Cette idéologie *fue-rista* des origines, qui ne remet en cause ni la légitimité de l'État central ni l'union avec la Castille, se contentera pour ces deux raisons d'être un

mouvement régionaliste privilégiant la dimension culturelle au détriment de la dimension politique et institutionnelle.

La société *Euskalherria* de Bilbao fondée en 1880 par Fidel de Sagarmínaga, et dont les positions doctrinales et la devise sont les mêmes que celles de Campi3n, favorisera néanmoins une évolution en prenant ses distances avec le Carlisme – qu'il réduit à une question dynastique – et en se rapprochant des positions plus radicalement nationalistes de Sabino Arana. Entre ces deux tendances, il convient également de mentionner l'existence dès 1888 d'un Parti intégriste dirigé par Ramón Nocedal, qui reprend la devise de Campi3n et Sagarmínaga mais qui place la question religieuse au centre de la problématique régionale, se situant ainsi à mi-chemin entre le fédéralisme autonomiste de Campi3n et Sagarmínaga et le nationalisme intégriste de Sabino Arana.

Au Pays basque, c'est en 1894 qu'apparaît la première structure authentiquement nationaliste – *Euskeldun Batzokija* – et qui servira d'anti-chambre à la fondation, par Sabino Arana, du Parti nationaliste basque en 1895. La pensée de Sabino Arana, dont les éléments principaux apparaissent dans l'ouvrage qu'il publie en 1892 sous le titre *Bizkaya por su independencia*, va connaître, jusqu'à la mort de ce leader en 1903, une évolution qui contribue, aujourd'hui encore, à structurer les diverses tendances du nationalisme basque. Dans une première étape, Arana défend un nationalisme anti-espagnol radical et violent basé sur la race, la religion et la langue. Il développe une mythologie basque autour de trois grands thèmes : le territoire et sa relation avec la Castille, la noblesse universelle, et la pureté de race ou de sang. Arana s'efforce de démontrer – bien qu'aucun document historique ne l'atteste – que les trois provinces basques – Bizcaye, Alava et Guipuzcoa – mais aussi la Navarre et Iparralde¹⁵ – ont toujours été indépendantes et que leur relation avec la Castille fut le fruit d'un pacte que les générations successives renouveau-laient tacitement. Cette affirmation a toujours permis, depuis les premiers écrits d'Arana, de remettre en cause la légitimité du pouvoir castillano-espagnol au Pays basque et de considérer « l'Autre », qu'il distingue du « Nous », comme un occupant, un colonisateur dont rien ne justifie la présence. D'autre part, Arana défend le principe de la noblesse universelle selon lequel les Basques seraient les seuls catholiques authentiques, les seuls à n'avoir été « contaminés » ni par les Juifs ni par les Musulmans. Ce mythe, qui contient en germe ce qui sera l'une des bases d'une idéologie intégriste au plan religieux, en engendra un troisième, celui de la pureté de race ou pureté de sang. Arana affirme en effet que la noblesse du peuple basque procède de l'absence de sang étranger dans sa constitution biologique, caractéristique qui est due, selon lui, à une indépendance

15. Il s'agit des régions françaises du Labourd (région de Bayonne), de la Basse Navarre (région de Saint-Jean-Pied-de-Port) et de la Soule (région de Mauléon).

originelle que les Basques auraient toujours su défendre¹⁶. Arana justifiera la défense de cette identité basque spécifique par tous les moyens, y compris la violence qu'il considérera comme l'instrument d'un combat pour lequel il appela même à la militarisation de la région. Aux trois mythes, il ajoutera bientôt une devise « Dieu et les vieilles lois » et un drapeau, appelé aujourd'hui *Ikurriña*, dont la croix blanche représente Dieu, la croix verte, le chêne (les vieilles lois et l'indépendance) sur le fond rouge de l'écu de Bizcaye.

Vers 1898, et après avoir obtenu un siège à l'assemblée provinciale, Arana adoucit ses positions puis opère une évolution espagnoliste, probablement parce qu'il prend conscience que le nationalisme intégriste, raciste et violent qu'il défend depuis le début, n'a pas d'avenir. Il s'oriente alors – et c'est à ce moment que la mort le surprend – vers un régionalisme radical qui implique le renoncement à l'indépendance. Malgré cette évolution, sa mort prématurée contribue à sa mythification. Ses successeurs n'auront de cesse de prolonger son « œuvre » et de réactualiser ses positions doctrinales. Les uns emboîteront le pas du nationaliste intégriste, raciste et violent des origines, les autres préféreront le nationaliste pragmatique des dernières années, conscient du caractère irréalisable du projet initial.

La ligne dure prétend garder intact l'héritage du premier Arana et ne rien concéder. La ligne modérée, tout en se réclamant du second Arana, souhaite démocratiser le parti national basque (Partido Nacionalista Vasco, PNV) en respectant le cadre juridique espagnol. Ces deux tendances ne cesseront de s'opposer. La dictature de Primo de Rivera, relativement tolérante à l'égard d'un nationalisme basque culturel ou sportif, ne fera pas bouger ces lignes qui affirment l'une et l'autre leur légitimité par rapport au fondateur. Après la chute de la dictature et l'avènement de la II^e République, c'est la ligne modérée qui deviendra l'interlocutrice des nouveaux gouvernants et qui conduira le processus d'autonomie de la région prévu par la Constitution. Son refus de l'intégrisme, son choix de la laïcité et de la République en faisaient un partenaire privilégié. Durant la phase préparatoire, quatre projets de statuts furent élaborés et la guerre civile était déjà commencée lorsque le 1^{er} octobre 1936 le Pays basque devint la deuxième région autonome de l'Espagne républicaine. Le 18 juin 1937, après la chute de Bilbao, le gouvernement basque dirigé par José Antonio Aguirre dut évacuer la ville et se replier sur Barcelone, premier voyage avant l'exil et la disparition du gouvernement basque comme institution légale de la République. L'histoire du nationalisme basque évolue ensuite au gré des métamorphoses de la dictature franquiste et des relations que le PNV entretient avec elle. S'il y eut bien,

16. Les progrès scientifiques permettront de démontrer que le groupe sanguin majoritaire au Pays basque est le groupe O négatif. Sans aller jusqu'à associer l'authentique identité basque à cette particularité, Javier Arzalluz, ancien président du PNV, eut à cet égard des propos pour le moins ambigus.

en 1941, la rédaction d'un projet de Constitution républicaine basque et, en 1947, la première grève générale, il faudra attendre l'année 1959 pour voir apparaître une évolution significative avec la scission du PNV et la naissance du mouvement *Euskadi ta Askatasuna* ETA (Pays basque et liberté) qui juge trop timide l'action menée par le PNV contre la dictature du général Franco. Il préconise la clandestinité et l'action violente contre le régime et ses principaux thuriféraires. Avec son premier assassinat politique en 1965, l'organisation rompt le mythe de l'invulnérabilité du régime. ETA apparaît alors, et cela se confirmera bien davantage encore après l'assassinat du chef du gouvernement, Luis Carrero Blanco en 1973, comme un adversaire résolu de la dictature. Et ce n'est que parce que le régime est considérablement fragilisé par la situation nouvelle créée par le phénomène *etarra* et le rejet que la dictature inspire à l'échelle internationale que l'offensive diplomatique du ministre López Bravo permettra à trois militants basques d'échapper à la mort à laquelle un retentissant procès qui s'était tenu à Burgos les avait condamnés. En 1975, lorsque l'histoire viendra à se répéter, cinq autres condamnés n'auront pas droit à l'indulgence d'un régime acculé, exsangue et crispé sur des positions idéologiques rappelant le passé fasciste de la dictature. L'on aurait pu croire que ETA, voyant son ennemi disparaître après la mort du dictateur, le 20 novembre 1975, et la promulgation d'une Constitution démocratique en 1978, allait à son tour rendre les armes et accepter le statut d'autonomie approuvé par référendum le 31 décembre 1979 et qui faisait du Pays basque la deuxième région autonome de l'Espagne redevenue démocratique. C'était sans compter sur l'une des deux postures qui depuis la dernière décennie du XIX^e siècle configurent le nationalisme basque, celle du Sabino Arana des origines, promouvant le séparatisme, la construction d'un État basque incluant les trois provinces espagnoles, les trois provinces françaises et la Navarre, en utilisant au besoin la violence. ETA, qui ne cesse depuis 1978 de multiplier fausses trêves et vraies campagnes de terreur, s'inscrit dans cette logique d'un nationalisme radical, dépouillé, certes, de la dimension religieuse ou raciste des origines mais qui ne reconnaît pas d'autre État que celui qu'il souhaite créer pour réaliser le rêve d'un Arana qui avait pourtant fini par ne plus l'appeler de ses vœux. L'histoire des trente dernières années démontre que la cible de ETA et de cette tendance terroriste du nationalisme basque, c'est bien l'État espagnol, de quelque nature qu'il soit. La lutte antifranquiste ne fait plus illusion. Le PNV quant à lui, après avoir prôné l'abstention lors du référendum sur la Constitution espagnole de 1978, car il ne voulait pas que l'autonomie lui soit accordée par le Parlement national, ne cesse depuis cette date d'entretenir l'ambiguïté. Hostile à la violence terroriste de ETA, il n'ose avouer ouvertement la nature ultime de son projet, l'indépendance du Pays basque dans les limites territoriales définies

un siècle plus tôt par Arana. Pourtant, le projet connu sous le nom de *Plan Ibarretxe*, du nom de l'actuel *Iebendakari*, Juan José Ibarretxe, Président de la Communauté autonome basque, prévoit bien l'autodétermination du peuple basque, que le Parlement régional a d'ailleurs approuvée à la majorité le 30 décembre 2004 mais que le Parlement national a massivement rejetée le 1^{er} février 2005.

Dans une Espagne démocratique depuis près de trente ans et dans une Europe plus que jamais ouverte, ce projet peut sembler incongru. Néanmoins, si cela peut être vrai dans une Europe constituée d'États-nations dont elle est l'héritière, le plan Ibarretxe peut s'inscrire dans une autre Europe, celle des euro-régions qui verraient les vieilles nations disparaître au profit de structures tout aussi européennes mais qui se construiraient sur la base de critères territoriaux, ethniques et linguistiques. C'est le pari que semblent avoir pris le PNV et le Parlement basque en ce début du XXI^e siècle.

La question galicienne: un nationalisme culturel

En Galice, les premières manifestations régionalistes furent, comme en Catalogne ou au Pays basque, de type réactif. Il s'agissait de réagir au processus de centralisation imposé par Madrid et de lutter contre le libéralisme considéré comme une menace à l'ordre établi. En 1846, émerge un mouvement de renaissance culturelle, « *O Rexurdimento* » qui aspire à réactualiser la langue et la culture galiciennes. À bien des égards, ce mouvement rappelle la « *Renaixença* » catalane: il eut aussi ses *Jogos Florais* et favorisa la publication des premières œuvres des poètes et écrivains galiciens: Rosalía de Castro, Manuel Curros Enríquez, Eduardo Pondal et Manuel Murguía. Ce dernier fut le principal théoricien du mouvement, celui qui lui donna son orientation moderne et libérale en se basant sur quatre éléments qu'il jugeait irréductibles: l'appartenance des Galiciens à la race celte, la langue, les arts et les coutumes. Il ne s'agissait pas pour lui d'enfermer la Galice dans son passé mais au contraire de la moderniser en misant sur ces quatre éléments qu'il considérait comme ses meilleurs atouts. Moqué et accusé de « celtomanie », Murguía s'associa à un autre militant galicien, Alfredo Brañas, et contribua à réaliser une alliance inconcevable d'un point de vue idéologique. Si Murguía, progressiste, attiré par le républicanisme et préoccupé par les questions sociales, aspire à la modernisation de la région, Brañas, catholique intégriste, carliste, antilibéral et opposé au parlementarisme, revendique son passé *foral*. Cette alliance contre nature permit la création d'une éphémère association en 1890, qui se scinda bientôt en deux Ligues Galiciennes, celle de Murguía, basée à Saint-Jacques de Compostelle (1897) et celle de Brañas, basée à La Corogne (1898). Néanmoins, cette pratique de la scission, qui rappelle la Catalogne et le Pays basque, n'autorise pas à comparer, terme

à terme, les trois principaux mouvements régionalistes puis nationalistes de l'Espagne de ce temps. Les deux premiers courants du « *galeguismo* » revendiquent leur identité espagnole et demandent à ne pas confondre l'Espagne et l'État espagnol. Car l'adversaire désigné, c'est bien cet État qu'ils jugent incompétent, qui pratique une politique centralisatrice erronée et maladroite et qui dépouille les régions des libertés qu'elles avaient acquises au fil du temps. Le régionalisme des origines ne fut en Galice qu'une réponse à l'incapacité des élites gouvernementales à imaginer pour l'Espagne un projet national dans la réalisation duquel les régions joueraient un rôle prépondérant. Une trentaine d'années plus tard, le philosophe José Ortega y Gasset ne dira rien d'autre dans *La redención de las provincias y la decencia nacional*:

La pensée politique doit commencer par se poser la question de notre vie provinciale. C'est là que réside, selon moi, toute éventuelle amélioration, de la même façon que l'on y trouvera les racines de nos mésaventures passées¹⁷.

Mais alors que Murguía et Brañas arrivaient au même constat à la fin du XIX^e siècle, l'un regardait vers l'avenir, l'autre vers le passé. C'est cette quadrature du cercle qui empêcha le régionalisme galicien de sortir de son orientation initiale de type littéraire et culturel, comme le confirme la fondation en 1905 d'une Académie galicienne dont on sait qu'elle ne joua aucun rôle dans le domaine politique.

Ce qui permit au *galeguismo* de sortir de l'asthénie dans laquelle l'avaient plongé les contradictions idéologiques de ses fondateurs, ce fut le début de la crise marocaine et la promulgation en 1906 de la *Ley de Jurisdicciones*, une loi restreignant considérablement la liberté d'expression et la liberté de la presse. À l'imitation des catalanistes, les « *galeguistas* » créèrent *Solidaridad Galega* en 1907, structure qui disparut en 1914 mais dont les travaux permirent d'assurer le relais entre le régionalisme des origines et un mouvement authentiquement nationaliste, représenté par les *Irmandades da Fala*, version initiale du futur *Partido Galeguista* fondé en 1931. L'association des deux termes « *Irmandad* », fraternité, et « *fala* », parole, langue, témoigne bien de cette volonté de concevoir une relation familiale, fraternelle, entre ses membres, autour d'un patrimoine commun et qui est aussi la marque de l'identité : la langue galicienne, dont Manuel Murguía avait dit en son temps qu'elle était le premier drapeau national. Les *Irmandades*, conduites initialement par Antonio Villar Ponte, écrivain, historien et homme politique qui participa à la création de la revue *A nosa terra*, lieu d'expression des *Irmandades* entre 1916 et 1936, tinrent leur première assemblée en 1918 et rendirent publiques leurs conclusions sous la forme d'un document connu sous le nom de « Manifeste de Lugo », du nom de cette petite capitale provinciale de la Galice intérieure. Le texte

17. JOSÉ ORTEGA Y GASSET, *La redención de las provincias y la decencia nacional* (« La rédemption des provinces et la décence nationale »), 1931.

final expose dans le détail un projet progressiste pouvant s'apparenter au catalanisme de Cambó mais il dissimule en réalité des sensibilités multiples parmi lesquelles émergent une tendance conservatrice et traditionaliste, et une tendance progressiste. La première, animée notamment par Vicente Risco, radicalise le thème de la race en l'associant au territoire, à la langue et à l'histoire, pour affirmer l'existence d'une nation galicienne. La seconde, animée par les frères Villar Ponte, Luis Peña Novo et Alfonso Castelao, fondateur de la revue *Nós*, représente un régionalisme fédéraliste, libéral, réformateur et modernisateur.

Durant la dictature de Primo de Rivera, de nombreux nationalistes galiciens adoptèrent une attitude bienveillante, à l'instar de certains nationalistes catalans. Ils virent en cette solution le moyen de mettre un terme au système du *turno* et au caciquisme, et pensèrent, avec beaucoup de naïveté, que les nouveaux gouvernants au pouvoir à Madrid allaient respecter les langues régionales et même promouvoir une nouvelle organisation territoriale favorable aux régions. Si le *turno* et le caciquisme disparurent, l'attitude de la dictature consista en une certaine tolérance à l'égard d'un régionalisme culturel comme on avait pu le remarquer au Pays basque. En 1929, les *Irmandades* disparurent et une nouvelle structure fut créée, la *Organización Republicana Gallega Autónoma* (ORGA), dirigée par Santiago Casares Quiroga. Sans opter pour le radicalisme du catalan Macià, elle fit entrer en scène une version républicaine du nationalisme galicien qui fut l'embryon, avec d'autres petites formations, du premier parti nationaliste galicien, le *Partido Galeguista*, créé à Pontevedra le 6 décembre 1931. C'est ce parti, malgré les divers courants qui le constituent, qui prépara le premier projet de statut d'autonomie pour la Galice, lequel fut approuvé par référendum le 28 juin 1936, quelques semaines avant le déclenchement de la guerre civile qui allait rendre impossible sa mise en application. Comme en Catalogne et au Pays basque, la victoire franquiste eut des effets dévastateurs. De nombreux militants furent exécutés ou incarcérés, d'autres se rallièrent au nouveau régime et se discréditèrent durablement. D'autres encore, durant un long exil, continuèrent à espérer. Il leur fallut attendre le démantèlement de la législation franquiste et la promulgation de la Constitution de 1978 pour que la question de l'autonomie de la Galice soit à nouveau posée. L'important travail réalisé pendant la période républicaine permit à la Galice d'obtenir le statut de « région historique » et d'accéder à l'autonomie par la voie rapide le 6 avril 1981.

Conclusion

Les trois principaux phénomènes nationalistes apparus en Espagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle sont encore aujourd'hui, à des degrés

divers, au cœur de la vie politique espagnole. Ils ne sont pas les seuls. Il existe aussi des nationalismes non historiques, valencien, andalou, aragonais, estrémègne ou asturien et le nationalisme espagnoliste que le franquisme imposa à l'Espagne durant près de quarante ans.

Bien que présentant des caractéristiques communes et des facettes multiples souvent contradictoires, les nationalismes historiques se caractérisent par un facteur dominant que l'on retrouve tout au long de leur évolution historique : en Catalogne, le facteur économique, au Pays basque, le facteur ethnique, en Galice, le facteur culturel. Ils sont tous les trois le fruit soit du rejet de l'État central, hâtivement assimilé à la Castille, soit d'une remise en cause de sa légitimité ou de sa compétence, État central avec lequel, néanmoins, ils ne cessent d'entretenir, au gré des circonstances et de leurs intérêts, des relations ambiguës. On observe également qu'ils n'ont jamais été des mouvements homogènes. Leur histoire, que nous pouvons qualifier de pendulaire, oscille sans cesse entre modération et radicalisme. Elle est faite d'unions, de fusions, de scissions, orchestrées par des personnalités ayant parfois une stature nationale. Enfin, s'il est indéniable que leur émergence et leur développement furent favorisés par la restauration absolutiste de Ferdinand VII, l'incurie politique qui caractérise le règne de sa fille Isabelle II, l'échec d'une éphémère I^{re} République et la confiscation de la vie politique après la restauration de 1875, ces trois mouvements s'ancrent et se développent aussi dans un contexte européen et espagnol qui fit du nationalisme l'axe principal de la vie politique jusqu'à une date avancée du xx^e siècle. Aujourd'hui, ces trois régions jouissent d'une autonomie qu'aucun autre régime ne leur avait accordée. L'on peut alors se demander ce qui justifie encore le combat nationaliste, pacifique ou violent. La réponse est peut-être à rechercher dans la peur qu'inspire un avenir incertain et dans le besoin grégaire de se replier sur les valeurs rassurantes du passé, attitude à contre-courant ou pour le moins paradoxale dans un pays qui n'a plus à démontrer son attachement à la démocratie et sa volonté de prendre une part active au développement d'une Europe communautaire de plus en plus intégrée. Certes, la peur et le repli qu'expriment, chacune à sa manière, les trois communautés autonomes dont il a été question dans cet article, ne font pas l'unanimité, loin de là, mais ils suffisent à imposer à la vie politique espagnole une dynamique spécifique en faisant planer sur elle l'ombre toujours menaçante du sectarisme ou du séparatisme, projet ultime à peine dissimulé chez les uns, clairement affiché chez les autres, comme au Pays basque, où le terrorisme apparaît alors comme le moyen d'en accélérer l'avènement.

Bibliographie

- BALCELLS Albert, *El Nacionalismo catalán*, Madrid, *Historia* 16, 1999.
- BERAMENDI Justo, *El nacionalismo gallego*, Madrid, Arcos Libros, 1997.
- ELORZA Antonio, *Un pueblo escogido. Génesis, definición y desarrollo del nacionalismo vasco*, Barcelona, Editorial Crítica, 2001.
- FUSI Juan Pablo, *El País Vasco. Pluralismo y nacionalidad*, Madrid, Alianza Editorial, 1984.
- , *España. Evolución de la identidad nacional*, Madrid, Ediciones Temas de hoy, 2000.
- ITÇAINA Xabier, *Les virtuoses de l'identité. Religion et politique en Pays basque*, Presses Universitaires de Rennes, «Sciences des Religions», 2007.
- ORTEGA Y GASSET José, *España invertebrada. Bosquejos de algunos pensamientos históricos*, Madrid, Editorial Espasa-Calpe, Colección «Austral ciencias y humanidades», 2003 (1^{ra} ed. 1922).
- , *La redención de las provincias y la decencia nacional, Artículos de 1927 y 1930*, Primera Edición, Madrid, Revista de Occidente, 1931.
- YANKE Germán, *Euskal Herria, año cero. La dictadura de Ibarretxe*, Madrid, Temas de hoy, 2003.